



Accès aux marchés internationaux

# Mercosur: le Conseil national reporte l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange – ***un signal désastreux pour l'économie***

18.06.2026

## D'un coup d'oeil

- La décision du Conseil national de rejeter l'accord de libre-échange avec le Mercosur retarde inutilement son entrée en vigueur
- Les entreprises suisses seront discriminées plus longtemps par rapport à la concurrence de l'UE
- Dans un contexte de protectionnisme croissant, cette décision envoie un signal désastreux pour la place économique suisse, que le Conseil des États doit impérativement corriger

economiesuisse déplore la décision du Conseil national de rejeter l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Cette décision reporte inutilement l'entrée en vigueur d'un accord essentiel pour les entreprises exportatrices suisses. Cela risque d'avoir des conséquences directes sur la compétitivité de l'économie suisse et sur la réputation de la Suisse en tant que partenaire commercial.

## Ce report crée un désavantage concurrentiel par rapport à la concurrence de l'UE

Pour la Suisse, un accès au marché équivalent est une nécessité urgente. Sur les marchés du Mercosur, les entreprises exportatrices suisses sont en concurrence directe avec des entreprises de l'UE, en particulier dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique, de la construction mécanique, des instruments de précision, des produits chimiques, de l'horlogerie ainsi que des denrées alimentaires. Les entreprises suisses se retrouvent sous pression, sur le plan des prix ainsi que sur le plan stratégique, car celles de l'UE bénéficient de facilitations douanières depuis le 1<sup>er</sup> mai.

Le retard induit par la décision du Conseil national accentue encore les désavantages concurrentiels. C'est problématique pour la place économique d'un pays exportateur comme la Suisse.

## La durabilité environnementale et sociale est solidement ancrée

La seule note positive en lien avec le débat du Conseil national a été le refus de transposer le règlement de l'UE sur la déforestation (EUDR). En effet, celui-ci est complexe, il entraînerait de lourdes charges administratives et est controversé quant à son efficacité et à sa faisabilité, même au sein de l'UE. Affirmer que l'accord n'offre pas une protection suffisante contre d'éventuels impacts négatifs sur l'environnement et le plan social est réducteur: les dispositions concernées sont formulées de manière contraignante et permettent de réagir rapidement en cas d'évolution défavorable.

## Un signal désastreux en cette période d'incertitude

En cette période de tensions géopolitiques, de protectionnisme croissant et de fragilité des chaînes d'approvisionnement, cette décision envoie un signal désastreux. L'économie suisse dépend de l'ouverture des marchés, de la diversification et de la coopération internationale.

L'accord avec le Mercosur renforce la résilience économique et garantit l'accès à un marché de croissance stratégique comptant plus de 270 millions de consommateurs. Dans ces conditions, il est clairement dans l'intérêt de la Suisse de le mettre en œuvre rapidement.

economiesuisse continue de s'engager en faveur d'une entrée en vigueur rapide de cet accord. Il revient au Conseil des États de rapidement rectifier le tir.

### **Quels sont les avantages de l'accord entre l'AELE et le Mercosur?**

1. La Suisse, en tant que nation exportatrice, améliore son accès au marché sud-américain, qui présente un fort potentiel de croissance.
2. Cet accord promeut la diversification des relations commerciales de la Suisse en cette période d'incertitudes géopolitiques.
3. Des droits de douane élevés sont en grande partie supprimés et des désavantages concurrentiels par rapport à la concurrence de l'UE et d'autres marchés disparaissent.
4. La sécurité juridique, les conditions d'investissement et la protection de la propriété intellectuelle sont améliorées.
5. L'accord inscrit la durabilité de manière juridiquement contraignante avec des engagements clairs en matière de protection du climat, des forêts, des mers et de la biodiversité ainsi qu'en matière de droits des travailleurs.

Pour de plus amples informations, nous vous proposons de lire notre [dossier politique](#).



### Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



### Luc Schnurrenberger

Responsable suppléant du département Économie extérieure



### Arnaud Midez

Responsable de projets Économie extérieure

---

© economiesuisse | [www.economiesuisse.ch](http://www.economiesuisse.ch)